

REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°ARR2025_043
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
POUR LE RACCORDEMENT A LA FIBRE OPTIQUE – ERT TECHNOLOGIES**

LE MAIRE DE LA COMMUNE CHAMPAGNIER,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2213-1 à L2213-6 ;
Vu le Code de la voirie routière ;
Vu l'arrêté n° 2020-086 de la Commune de CHAMPAGNIER, en date du 07 octobre 2020 par lequel la commune s'oppose au transfert, au bénéfice de Grenoble Alpes Métropole, du pouvoir de police « spéciale » en matière de circulation et de stationnement ;

Considérant la demande en date du 19 novembre 2025 de Madame Aurélie GARNIER, assistante administrative et technique de l'entreprise ERT-Technologies, située à MOIRANS (Isère) 255 rue de Chatagnon, chargée d'effectuer, en tant que maître d'œuvre, des travaux de tirage et de raccordement de fibre optique, sous-traités à une pluralité d'entreprises, pour le compte de THD38, délégataire du Conseil Départemental de l'Isère, au sein de la commune de CHAMPAGNIER,
Considérant qu'il convient d'assurer la pérennité du domaine public, la sécurité des usagers et des intervenants sur le chantier,

ARRÊTE

Article 1 : L'entreprise ERT-Technologies et l'ensemble de ses sous-traitants dûment mandatés sont autorisés à empiéter sur la chaussée des voies communales situées au sein de l'agglomération de la commune de CHAMPAGNIER et à y effectuer de courts arrêts, le temps des interventions de tirage et de raccordement de fibre optique.

Article 2 : Le présent arrêté est valable à compter du **1^{er} janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2026**, dates prévisionnelles des travaux, sur l'ensemble du territoire communal situé en agglomération.

Article 3 : Pendant la durée des travaux, les dispositions suivantes seront prises :

- Les interventions des entreprises seront organisées à mi- chaussée. L'emprise sur les voies de circulation devra permettre le passage de l'ensemble des circulations. Si besoin un alternat de circulation sera mis en place et géré par les entreprises pour maintenir la circulation sur une voie.
- En cas de nécessité de pose de panneaux d'interdiction de stationner, le permissionnaire devra en faire la mise en place 48 heures avant le début des travaux.
- La signalisation au droit et aux abords du chantier devra être mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux par les sociétés intervenantes qui veilleront à bien indiquer les travaux en cours et assurer toutes les mesures nécessaires à la sécurité des personnes (barrières, quilles, panneaux, etc.).

Les signalisations réglementaires conformes aux dispositions de l'instruction ministérielles sur la signalisation (livre I – 8^{ème} partie) seront mises en place, entretenues et déposées par l'entreprise chargée des travaux. L'arrêté sera affiché sur le chantier.

- Toutes les manœuvres des engins et véhicules de chantier seront accompagnées par du personnel au sol de l'entreprise.
- Les accès riverains, secours et collecte des déchets ménagers seront maintenus et gérés par les entreprises.
- Les titulaires sont responsables tant vis-à-vis de la commune de CHAMPAGNIER, que de Grenoble Alpes Métropole et des tiers des accidents de toute nature qui pourraient résulter de leurs interventions et de l'installation de leurs biens mobiliers.
- Les entreprises prendront toute mesure pour ne pas endommager les revêtements des chaussées ou trottoirs ainsi que le mobilier urbain. Dans le cas de dégâts occasionnés par la mise en place des véhicules ou imputables aux entreprises intervenantes, les réparations seront à leur charge.
- En cas de dégradations résultant des travaux de l'entreprise ou de difficultés constatées vis-à-vis des usagers, les bénéficiaires de l'autorisation seront tenus de procéder sans délai à toute remise en état du domaine public ou modification de ses installations.
- ERT-Technologies en tant que maître d'œuvre sera tenu responsable des agissements de ses entreprises sous-traitantes.

Article 4 : Tout véhicule en infraction au présent arrêté pourra être mis en fourrière.

Article 5 : Monsieur le maire, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Vizille, la police pluri-communale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié ou affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de GRENOBLE. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Maire de la Commune de CHAMPAGNIER. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux.

Fait à Champagnier, le 27 novembre 2025



RELAIS ET VOIES DE RECOURS : Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.